

CONTRAT DE CONVOYAGE/CONDITIONS GÉNÉRALES

A - OBLIGATIONS DU CONVOYEUR

A1 - Le convoyeur s'engage sur la réalisation du convoyage défini aux conditions particulières ci-dessus dans le respect des lois internationales et maritimes. Le convoyeur s'engage à livrer le bateau dans le meilleur état possible de propreté et de maintenance, compte tenu de l'usure normale due à la navigation. Il ne pourra être tenu pour responsable de la défaillance du matériel utilisé dans des conditions normales de navigation ou due à l'usure ou la vétusté.

A2 - Le convoyeur procédera au contrôle du bateau avant le départ, afin de s'assurer de son état de navigabilité. Les mesures correctives qu'il estimerait nécessaires devront être prises en accord avec le propriétaire et/ou son mandataire. Un inventaire détaillé ainsi qu'un état descriptif du bateau seront faits contradictoirement entre le convoyeur et le propriétaire/et ou son mandataire. Si le bateau a été expertisé dans le cadre d'une transaction récente, copie du rapport d'expertise sera communiquée au convoyeur. Un vice caché exonère le convoyeur de sa responsabilité, si ce vice n'était pas décelable lors de l'inspection du navire.

A3 - Le convoyeur s'engage à informer sans retard le propriétaire et/ou son mandataire du déroulement du voyage, de tous incidents éventuels, ainsi que de l'arrivée à destination. A l'issue de sa mission il remettra en main propre les clefs et les titres de navigation au propriétaire ou à son mandataire, ou à défaut à l'autorité ou la personne qui lui aura été désignée par le propriétaire ou son mandataire.

A4 - Le convoyeur est titulaire du brevet de Yachtmaster Ocean, délivré par la Royal Yachting Association (RYA, Grande Bretagne) et approuvé par la Maritime and Coastguard Agency (MCA, Grande Bretagne), ainsi que du brevet Master Commercial Yachting 500 gt délivré par le Royaume de Belgique, faisant l'objet d'un visa de reconnaissance Capitaine 500 yacht par l'administration maritime française.

B – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

B1 - Le propriétaire et/ou son mandataire s'engagent à payer les honoraires du convoyeur.

B2 - Le propriétaire et/ou son mandataire s'engagent à fournir avec le bateau les équipements de sécurité et les documents obligatoires dans la zone de navigation du convoyage, et ce en accord avec la réglementation du pavillon, et notamment : acte de francisation (ou document de propriété pour un navire non français), copie de la pièce d'identité du propriétaire, livret du radeau de survie à jour, attestation d'assurance à jour, et le cas échéant mandat délivré par le propriétaire au mandataire.

B3 - Le propriétaire et/ou son mandataire s'engagent par le présent contrat sur les aptitudes nautiques du bateau à accomplir le convoyage demandé : qualité de construction, état général du bateau, des voiles et du gréement, de la motorisation et des équipements. Un avis contraire motivé du convoyeur, au moment de la prise en charge du bateau, entraînerait l'annulation du présent contrat, les sommes versées restant acquises au convoyeur.

B4 - Le moteur aura été vidangé, pré-filtre et filtre de carburant changés, par un professionnel de la maintenance de mécanique marine, avant le convoyage. Le gréement dormant devra avoir moins de dix ans, conformément aux précautions d'usage et aux exigences des compagnies d'assurance. Le propriétaire/et ou son mandataire produira au besoin les factures attestant de l'âge du gréement dormant, et de la date de la révision moteur.

B5 - En cas de refus ou d'impossibilité par le propriétaire et/ou son mandataire d'effectuer ou faire effectuer dans des délais raisonnables les travaux ou les achats jugés nécessaires par le convoyeur pour rendre le bateau apte au convoyage demandé, le contrat serait annulé, les sommes déjà versées étant conservées par le convoyeur à titre d'indemnités, les frais engagés en amont et ceux résultant de cette décision restant à la charge du propriétaire et/ou de son mandataire.

B6 - Si le caractère hauturier de la navigation envisagée l'impose, le propriétaire/et ou son mandataire équipera le bateau de moyen de communications satellite, permettant de recevoir les données météo au large et de rester en contact régulier avec la terre : terminal type Iridium, ordinateur de bord pourvu des logiciels adéquats (mail, requêtes et lectures fichiers grib), abonnement data couvrant la durée du convoyage et les besoins en communication. Au besoin, le convoyeur pourra fournir une solution de communication satellite de type iPad relié à un terminal Iridium Go, cette mise à disposition du terminal étant facturée à la semaine. La souscription de la carte SIM provisoire et de l'abonnement data sera par ailleurs refacturée au propriétaire.

C – DEROULEMENT ET RETARD

C1- Le bateau sera mis à disposition du convoyeur à l'eau et armé, le cas échéant voiles grées à poste sur leur bôme et/ou leur enrouleur, avec un pilote automatique fonctionnel.

C2 - A défaut, toute opération d'armement ou ré-armement, de mise à l'eau ou de préparation préalable au convoi sera l'objet d'une prestation spécifique, prévue aux conditions particulières du contrat de convoi. Toute prestation de préparation technique non prévue aux conditions particulières sera facturée 50 euros de l'heure. Pour les convois au long cours (traversée océanique), la rémunération forfaitaire inclut deux jours de préparation selon le type de bateau ; toute opération complémentaire rendue nécessaire par l'état du navire sera facturée sur une base de 200 euros la demi-journée.

C3 - Le convoyeur réalise en amont du convoi un plan de navigation, qu'il communique pour information au propriétaire et/ou à son mandataire. Ce document n'a pas de valeur contractuelle, pas plus que les délais de livraison estimés. Le convoyeur est seul juge de la route à suivre en fonction des conditions météorologiques et des caractéristiques du bateau, et des changements à apporter éventuellement en cours de route à son plan de navigation. Il peut sous sa seule responsabilité, modifier sa route pour débarquer ou remplacer un équipier défaillant, pour avitailler ou pour tout autre motif qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du contrat. Il ne sera pas versé d'indemnité par le convoyeur en cas de prolongation du voyage pour quelque cause que ce soit.

C4 - Une balise de positionnement, fournie par le convoyeur, permet au propriétaire et/ou au mandataire de suivre la progression du bateau sur une page web dédiée. Le convoyeur informe sans délais le propriétaire et/ou le mandataire, par les moyens de communication à sa disposition, de tout arrêt, contre-temps, incident ou retard.

C5 - En cas d'escale forcée supérieure à 24 heures par suite d'une panne technique ou avarie due au bateau et non imputable au convoyeur, ou en raison de conditions météo particulières, une indemnité journalière d'immobilisation sera versée par le propriétaire ou son mandataire. Le montant de cette indemnité sera fixé aux conditions particulières du contrat. La durée de la première escale forcée n'est prise en compte pour cette indemnité qu'au-delà de la 24ème heure d'immobilisation. Les escales forcées supplémentaires sont facturées à compter de la première heure.

C6 - Le convoyeur assure la tenue détaillée du livre de bord tout au long du convoi, et rédige à son issue un rapport technique.

D - RESPONSABILITES

D-1 Le convoyeur mettra en oeuvre tout son savoir-faire professionnel pour mener à bien le convoi. Le contrat de convoi est un contrat de louage d'ouvrage et non un contrat de transport. En conséquence, la responsabilité du convoyeur ne pourra être engagée que si le propriétaire et/ou le mandataire apporte la preuve d'une faute du convoyeur dans l'exécution du convoi.

D-2 Le convoyeur est seul responsable de l'équipage embarqué.

E - PAIEMENT

E1 - Des arrhes de 50% sont versées à la signature du contrat, qui ne prend effet qu'à la réception des dites arrhes.

E2 - Les frais de transport du convoyeur sont à la charge du propriétaire/mandataire. Les transports sont effectués par les transports en commun (train, avion), au meilleur prix du moment sur le marché. De courtes liaisons pourront être effectuées en véhicule particulier (voiture de location, taxi, ou VTC) en l'absence d'autre moyen de transport. Sur les longs transferts, les frais de repas et éventuellement d'hôtel sont à la charge du propriétaire et/ou du mandataire. Le propriétaire/mandataire assumera par ailleurs les coûts de gasoil, des frais de ports, et des consommables (piles, gaz). Le convoyeur réalisera en amont une estimation de l'ensemble de ces frais, qui donneront lieu au versement d'une avance. A l'arrivée le convoyeur fournira une comptabilité détaillée des frais, et établira une note de débours, qui sera soldée en même temps que le règlement final de la mission.

E3 - Le convoi se règle au comptant. Ainsi le solde de la rémunération du convoyeur sera-t-il payable immédiatement à l'arrivée à destination, de même qu'une éventuelle indemnité d'immobilisation telle que prévue à l'alinéa C5.

E4 - La juridiction compétente en cas de litige est le tribunal de Marseille.

F - ASSURANCES

F1 - Le convoyeur déclare avoir souscrit auprès de la compagnie Pantaenius une assurance pour sa responsabilité civile professionnelle, dont la police sera communiquée au propriétaire/locataire sur simple demande de sa part.

F2 - Cette assurance responsabilité civile professionnelle du convoyeur ne se substitue pas à la police d'assurance du navire convoyé, pas plus qu'elle ne couvre la franchise éventuelle de cette assurance du navire, franchise restant à la charge de l'assuré.

F3 - Le propriétaire et/ou son mandataire s'engagent à avoir souscrit une assurance "Multi Risques" couvrant le bateau pour la navigation envisagée, et à la période envisagée. Le propriétaire et/ou le mandataire prendra confirmation auprès de l'assureur que le bateau et l'équipage placés sous la responsabilité de Frédéric Augendre sont régulièrement couverts par la police d'assurance. Le convoyeur ne pourra prendre en charge le navire que sur la base d'une confirmation écrite. Copies de l'attestation d'assurance à jour et de la police d'assurance lui seront communiquées.

G - ANNULATION

En cas d'annulation avant la date de l'embarquement :

G1 - par le propriétaire et/ou son mandataire, les sommes déjà versées ne sont pas remboursables.

G2 - par le convoyeur, les sommes déjà perçues sont remboursables, sauf en cas d'annulation due à l'état du bateau (cf B-5).

Dans les deux cas aucun dommage et intérêt n'est exigible.

A _____ Le _____

Bon pour accord (mention manuscrite)

Le propriétaire/Le mandataire (signature)

Signature _____